

Deux ans de génocide, par les chiffres

• 7 octobre 2025

L'Agence Média Palestine propose dans cet article de revenir par les chiffres sur le sinistre bilan des deux ans du génocide perpétré par Israël à Gaza.

Le génocide en cours à Gaza doit être compris dans l'histoire plus large des 77 ans de guerre coloniale menée par Israël à l'encontre de Palestinien-nés.

Par l'Agence Média Palestine, le 7 octobre 2025



À l'heure de publication de cet article, on dénombre au moins **67 160 Palestinien-nés assassiné-es** par Israël depuis le 7 octobre 2023.

Cela représente, sur l'ensemble des Palestinien-nés de Gaza, **1 personne sur 33**.

Parmi ces mort-es, au moins **20 000** étaient des **enfants**. Cela représente **un enfant tué chaque heure** depuis deux ans.

Parmi ces mort-es, près de **252** étaient **journalistes**. Ce chiffre fait du génocide à Gaza le conflit le plus meurtrier pour les journalistes de l'histoire moderne. Le projet « Costs of War » (Coûts de la guerre) de l'université Brown rapporte que plus de journalistes ont été tués à Gaza que pendant la guerre civile américaine, les deux guerres mondiales, les guerres de Corée et du Vietnam, les conflits yougoslaves et la guerre en Afghanistan après le 11 septembre, tous confondus.

Comme l'ont démontré de nombreuses études, ce chiffre pourrait être largement sous-estimé. Il s'agit du décompte réalisé par le ministère palestinien de la santé, qui se base sur les chiffres officiels des décès enregistrés par les hôpitaux.

On estime à plusieurs milliers le nombre de corps piégés sous les décombres, et les décès liés aux conséquences de la famine, des épidémies résultant du siège et des bombardements pourraient aggraver encore ce bilan morbide.

169 679 Palestinien-nés ont été blessée-es par les attaques israéliennes, dont une grande partie de blessures graves d'où résulteront des séquelles à vie. L'UNICEF estime entre 3 000 et 4 000 le nombre d'enfants ayant subi une amputation, souvent sans anesthésie.

Plus de 10 800 Palestinien-nés, sont 450 enfants, sont actuellement emprisonné-es dans les prisons israéliennes. Un nombre important d'entre elles et eux sont détenu-es sans inculpation ni procès. Au moins **3 629** Palestinien-es sont détenu-es en détention administrative, une politique

utilisée par Israël pour emprisonner indéfiniment des Palestiniens sur la base de « preuves secrètes ».

Au moins **77 Palestinien-nes sont mort-es en détention** au cours des deux dernières années à cause de la torture, de la malnutrition et du refus de soins médicaux, selon le rapport.

Le soin anéanti

125 centres de soin dont 34 hôpitaux, soit presque tous les établissements de soin, ont été détruits ou endommagés par Israël, qui a perpétré plus de 790 attaques contre des travailleurs de la santé et des infrastructures médicales.

1 722 membres du personnel médical ont été assassiné-es dans ces attaques.

Des centaines d'autres ont été emprisonné-es. Selon Health Care Workers Watch, au 22 juillet, les forces israéliennes détenaient 28 médecins éminents, dont 18 spécialistes dans des domaines vitaux tels que la chirurgie, l'anesthésiologie, les soins intensifs et la pédiatrie, privant ainsi le système de santé dévasté de Gaza d'une expertise cruciale. La plupart sont détenus sans inculpation depuis plus de 400 jours, dont trois depuis plus de 600 jours.

Deux de ces médecins seraient **morts sous la torture** pendant leur détention par les autorités israéliennes, et leurs corps n'ont toujours pas été restitués.

Catastrophe sanitaire

Israël cible délibérément les infrastructures sanitaires, accélérant la catastrophe sanitaire et la propagation de maladies. Près de **90 % des infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement** telles que les puits, les canalisations, les usines de dessalement et les réseaux d'égouts ont été détruites ou endommagées par des frappes israéliennes.

96 % des ménages sont désormais dans une situation d'**insécurité hydrique**. Plus de **60 %** des ménages n'ont pas accès au savon, et plus de **40 %** des familles vivent à proximité de déchets non collectés. **500 000** femmes et filles manquent de produits d'hygiène menstruelle.

Aujourd'hui, **près de la moitié de la population de Gaza survit avec moins de 6 litres d'eau par jour** pour boire et cuisiner, tandis que 28 % ont accès à moins de 9 litres pour l'hygiène et le nettoyage, ce qui est bien en deçà des normes d'urgence de 20 litres fixées pour la « survie à court terme ».

Cette crise sanitaire augmente la vulnérabilité de la populations à des maladies infectieuses qui, si elles seraient bénignes en cas normal, peuvent devenir graves voire mortelles dans ce contexte de pénurie d'accès au soin, à l'hygiène et aux médicaments.

Famine orchestrée

460 Palestinien-nes sont mort-es de faim et de malnutrition à Gaza depuis deux ans, dont la majorité ces derniers mois.

Parmi elles et eux, **127** étaient des **enfants**. Près de 12 000 autres enfants souffrent de malnutrition sévère, soit 1 enfant sur 4.

Le 22 août, le système de classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC), soutenu par les Nations unies et chargé de surveiller la faim dans le monde, a confirmé l'existence d'une **famine** dans l'enclave, la première officiellement reconnue au Moyen-Orient.

Cette famine est **délibérément orchestrée** par Israël, qui impose des restrictions à l'entrée des convois humanitaires depuis deux ans, allant parfois jusqu'à les bloquer totalement.

Ce blocus est accompagné d'une destruction systématique de l'autonomie alimentaire des Palestinien-nes de Gaza, avec plus de 98 % des terres agricoles endommagées par des frappes aériennes ou rendues inaccessibles.

Depuis le mois de mai dernier, Israël a instauré un système de distribution alimentaire dans lequel des personnes sont abattues presque quotidiennement alors qu'elles tentent de se procurer de la nourriture. **2 600 personnes ont été assassiné-es alors qu'elles attendaient de recevoir de l'aide humanitaire.** 19 000 autres ont été blessées.

Les villes ravagées

Environ 80 % des structures à Gaza ont été endommagées ou détruites. Cela comprend 92 % des bâtiments résidentiels, et 88 % des commerces.

Plus de 2 300 établissements scolaires, dont 63 bâtiments universitaires, ont été détruits. 92 % des bâtiments scolaires doivent être entièrement reconstruits ou faire l'objet de travaux de réhabilitation importants. Ceux qui sont encore debout servent d'abris pour les personnes déplacées.

Selon une évaluation de la Banque mondiale publiée en février, les dommages matériels directs causés par les bombardements israéliens sont estimés à 55 milliards de dollars, englobant la destruction de maisons, d'écoles, d'hôpitaux et d'infrastructures publiques dans toute la bande de Gaza.

Des quartiers entiers ont été rayés de la carte, laissant des millions de Palestinien-nes déplacés-e et sans abri. Les campements de fortune et tentes sont également régulièrement la cible de frappes aériennes. Depuis le 11 août, date à laquelle Israël a intensifié ses attaques en prévision de son offensive terrestre 44 % des plus de 3 500 Palestinien-nes assassiné-es dans toute la bande de Gaza se trouvaient dans des « zones de sécurité ».

Voici les sources de ces chiffres : [UNRWA](#), [OCHA](#), [Al Jazeera](#), [Addameer](#), [Syndicat des journalistes palestiniens](#)